



**Ville de Strasbourg**  
1 Parc de l'Etoile  
67076 Strasbourg Cedex  
Tél : 0368985119

[www.strasbourg.eu/commande-publique](http://www.strasbourg.eu/commande-publique)

## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

N° d'affaire : 26VDS0052













---

**Prestations de nettoyage des établissements de la  
Direction de l'enfance et de l'éducation**

---

**Date et heure limites de réception des offres :  
mardi 23 juin 2026 à 12:00**

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	Prestations de nettoyage des établissements de la Direction de l'enfance et de l'éducation
	<b>Mode de passation</b>	Appel d'offres ouvert
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	18
	<b>Délai de validité des offres</b>	5 mois
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Visite sur site</b>	Visite obligatoire

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation .....	4
1.3 - Type et forme de contrat .....	4
1.4 - Décomposition de la consultation .....	4
1.5 - Nomenclature.....	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires .....	5
1.7 - Renouvellement.....	5
2 - Conditions de la consultation .....	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes .....	5
2.4 - Développement durable .....	6
2.5 - Promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.....	6
3 - Conditions relatives au contrat .....	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	7
4 - Contenu du dossier de consultation .....	7
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	8
5.1 - Documents à produire.....	8
5.2 - Visites sur site .....	9
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	10
6.1 - Transmission électronique avec le document "DUME" .....	10
6.2 - Transmission électronique .....	10
6.3 - Transmission sous support papier .....	12
7 - Examen des candidatures et des offres .....	12
7.1 - Sélection des candidatures .....	12
7.2 - Attribution des marchés.....	12
7.3 - Suite à donner à la consultation .....	15
8 - Renseignements complémentaires.....	15
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	15
8.2 - Procédures de recours .....	15
9 - Clause complémentaire : reprise du personnel.....	15

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne l'affaire :

**26VDS0052 - Prestations de nettoyage des établissements de la Direction de l'enfance et de l'éducation**

Lieu(x) d'exécution :

Territoire de la Ville de Strasbourg  
67000 Strasbourg

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire à prix mixte.

- Les **prestations courantes** définies dans le CCTP et indiquées dans le tableau « décomposition du prix global et forfaitaire » font l'objet d'un marché ordinaire à prix forfaitaires annuels.
- Les **prestations exceptionnelles et de nettoyage de vitres** définies dans le CCTP et indiquées dans le tableau « bordereau des prix unitaires » font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande, avec un montant maximum annuel indiqué à l'acte d'engagement.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 18 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Cronenbourg Nord
02	Cronenbourg et Hautepierre
03	Robertsau
04	Conseil des XV
05	Esplanade
06	Centre Gare
07	Centre Krutenau
08	Koenigshoffen et Poterie
09	Montagne Verte
10	Elsau
11	Neudorf Ouest
12	Neudorf Est
13	Meinau
14	Neuhof
15	Maison de l'enfance Wasselonne
16	Maisons petite enfance Montagne verte et Koenigshoffen
17	Crèche canardière
18	LAPE multi-sites

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Pour les lots 1 à 14 uniquement :

**Un même candidat (ou mandataire d'un groupement) pourra se voir attribuer un nombre maximal de quatre lots.**

Si un candidat (ou mandataire d'un groupement) est classé en première position de l'analyse des offres d'un nombre de lots supérieur auquel il peut prétendre, l'attribution des lots se fera en fonction de l'ordre de préférence des lots suivants :

- Lot 8
- Lot 11
- Lot 13
- Lot 2
- Lot 1
- Lot 3
- Lot 12
- Lot 7
- Lot 14
- Lot 6
- Lot 4
- Lot 5
- Lot 9
- Lot 10

Les lots 15 à 18 ne sont pas concernés par cette restriction.

### **1.5 - Nomenclature**

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
90911000-6	Services de nettoyage de logements, de bâtiments et de vitres

### **1.6 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

### **1.7 - Renouvellement**

Il s'agit d'un marché renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

## **2 - Conditions de la consultation**

### **2.1 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 5 mois à compter de la date limite de réception des offres.

### **2.2 - Forme juridique du groupement**

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

### **2.3 - Variantes**

Aucune variante n'est autorisée.

## **2.4 - Développement durable**

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en oeuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations. Le guide pratique relatif aux clauses sociales est disponible sur <https://www.strasbourg.eu/achat-public>

### **Clause d'insertion sociale**

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le pouvoir adjudicateur a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle des publics en difficulté.

Conformément aux dispositions de l'article L2152-7 du Code de la commande publique, la performance en matière d'insertion professionnelle des publics en difficultés constitue un critère d'attribution du présent marché.

**Le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.**

L'analyse de l'offre prend en considération la performance en matière d'insertion professionnelle, selon la pondération portée à l'article 7.

**Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser le nombre d'heures d'insertion et d'heures de formation porté à l'acte d'engagement.**

## **2.5 - Promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes**

Dans le cadre de sa politique d'achats responsables, la collectivité souhaite promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes par le biais de la commande publique. À cet effet, vous êtes invités à renseigner un questionnaire à vertu pédagogique en cliquant sur le lien suivant : <https://enquete.strasbourg.eu/index.php?r=survey/index&sid=521717?=fr>

Ce questionnaire n'est à ce jour pas obligatoire et ne fera pas l'objet d'une notation dans le cadre de l'analyse comparative des offres. Il matérialise l'ambition de la ville de Strasbourg de voir progresser la prise en compte de ce sujet sur son territoire et dans les pratiques de ses partenaires. À terme, la collectivité est susceptible de renforcer ses exigences en matière d'égalité professionnelle dans ses marchés et pourrait conditionner l'attribution d'une partie de ses marchés au respect de certaines exigences en matière d'égalité professionnelle. Le présent questionnaire est une première étape de cette démarche. Il est souhaitable que le questionnaire soit rempli par des personnes qui ont la maîtrise du sujet « égalité professionnelle ».

## **3 - Conditions relatives au contrat**

### **3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

### **3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Ressources propres de la collectivité

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) commun à tous les lots et ses annexes, le guide pratique relatif à la dématérialisation et le planning des visites
- Un acte d'engagement et son annexe "co-traitant" par lot, à compléter
- Un Bordereau des Prix Unitaires (BPU) par lot
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et son annexe "contrat RGPD"
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour les lots scolaires (lots 01 à 14) et ses annexes :
  - annexe 01 : allotissement
  - annexe 02 : lieux d'exécution des prestations
  - annexe 03 : fréquence de nettoyage (lots 01 à 14)
  - annexe 04 : note de nettoyage des locaux dans les structures petite enfance (lots 15 à 18)
  - annexe 05 : Formulaire occupation domaine public
  - annexe 06 : fiche reflexe
  - annexe 07 : fiche intervention (lots 15 à 18)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour les lots "Établissements petite enfance" (lots 15 à 18) et ses annexes :
  - annexe 01 : allotissement
  - annexe 02 : lieux d'exécution des prestations
  - annexe 03 : fréquence de nettoyage (lots 01 à 14)
  - annexe 04 : note de nettoyage des locaux dans les structures petite enfance (lots 15 à 18)
  - annexe 05 : Formulaire occupation domaine public
  - annexe 06 : fiche reflexe
  - annexe 07 : fiche intervention (lots 15 à 18)
- Les listes de reprise du personnel
- Un cadre de mémoire technique, environnemental et social à compléter, commun à tous les lots

**Les plans des différents établissements pourront être mis à disposition des entreprises sur demande formulée par mail, via une plateforme de partage de fichiers (NEXTCLOUD).**

La demande devra être adressée aux deux adresses mail suivantes :  
[margot.giaume@strasbourg.eu](mailto:margot.giaume@strasbourg.eu) et [nathanael.rafael@strasbourg.eu](mailto:nathanael.rafael@strasbourg.eu)

Le dossier de consultation est consultable et téléchargeable gratuitement sur notre profil acheteur, accessible à l'adresse suivante : [www.plateforme.alsacemarchespublics.eu](http://www.plateforme.alsacemarchespublics.eu)

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plate-forme de dématérialisation où elle renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée. Toute modification de l'une des pièces constitutives du marché et notamment de ses spécifications techniques, entraîne l'irrégularité de l'offre du candidat. En cas de discordance entre les pièces du marché remises par le titulaire dans son offre et les documents de la consultation conservés par le pouvoir adjudicateur dans ses archives, ces derniers prévalent.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pour présenter leur candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique, les candidats doivent utiliser :

- Le **DUME** (Document Unique de Marché Européen). Vous pouvez créer ce document en quelques clics sur notre plateforme Alsace Marchés Publics. Des informations concernant le DUME sont disponibles dans le document « AMP\_DUME\_DETAILS » présent dans le dossier de consultation.
- Ou le **DC1 (lettre de candidature)** et le **DC2 (déclaration du candidat)**. Ces documents sont disponibles gratuitement sur [www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat](http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)

Il s'agit de deux solutions alternatives, si le candidat fait le choix du DUME (solution conseillée par l'acheteur), il n'a pas à utiliser les formulaires DC1 et DC2, et inversement.

Une partie des informations demandées ci-dessous sont incluses dans le DUME. Si le candidat présente sa candidature via le DUME, ce formulaire ainsi que les documents ou informations complémentaires sont à transmettre.

Autres justificatifs candidature exigés dans la consultation :

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui



Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
Un acte d'engagement complété et son annexe "co-traitant" le cas échéant, par lot. <b>La signature électronique est recommandée dès le dépôt de l'offre.</b>	Oui
La déclaration de sous-traitance (DC4) complétée, le cas échéant. <b>La signature électronique du candidat est recommandée dès le dépôt de l'offre (celle du sous-traitant peut être manuscrite). Le montant de la prestation sous-traitée doit obligatoirement être indiquée dans le DC4.</b>	Oui
Un bordereau de prix unitaires (BPU) complété, par lot	Non
Le cadre de mémoire technique, environnemental et social complété, par lot	Non
Le plan de charge / planning d'intervention, propre à chaque lot	Non
Les fiches techniques et fiches de données de sécurité des produits et matériel utilisés (datant a minima de 2023), par lot	Non

**Les candidats veilleront particulièrement à renseigner dans l'acte d'engagement :**

- **Le numéro SIRET sur lequel sera imputée la facturation. Il doit correspondre à celui de l'établissement du soumissionnaire.**
- **Une adresse électronique de référence afin de permettre les échanges nécessaires à la consultation et à l'exécution du marché**

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli électronique contenant les pièces de candidature et de l'offre. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

**Si un groupement d'entreprises candidate à la procédure via le DUME, chaque co-traitant devra remplir un DUME. Il en va de même pour chaque sous-traitant.**

## **5.2 - Visites sur site**

Une visite sur site est **obligatoire**. Celle-ci se fait sans inscription préalable. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les dates et horaires de visite programmées sont indiqués à l'annexe « PLANNINGS VISITES OBLIGATOIRES ».

Aucune dérogation ne sera accordée (y compris pour un prestataire connaissant déjà les lieux), et l'absence de participation à cette visite entraînera le rejet de l'offre du candidat concerné.

## 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 6.1 - Transmission électronique avec le document "DUME"

Il est possible de compléter le DUME sur notre plateforme Alsace Marchés Publics. Ainsi, le DUME pré-rempli sur la base de votre numéro SIRET permettra de :

- Bénéficier d'une reprise des données d'identité de l'entreprise ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales. Une requête automatisée auprès des différentes administrations (INSEE, DGFIP, ACOSS, infogreffe, etc.) lancée en mode sécurisé par le Profil d'Acheteur permettra de récapituler l'ensemble des attestations requises que l'entreprise pourra corriger le cas échéant en cas d'obsolescence notamment ;
- D'attester de la souscription des assurances appropriées, de ne pas être dans l'un des cas interdisant de soumissionner aux marchés publics, du pouvoir d'engager la société ;
- De saisir ses effectifs, ses chiffres d'affaires globaux et liés à l'objet du marché sur les trois derniers exercices, si la situation juridique le permet (le formulaire est adapté pour que les sociétés récentes n'aient pas à renseigner tous les exercices).

Pour déposer un pli, il faut :

- Accéder à la consultation et cliquer sur l'onglet « Dépôts » ;
- Renseigner votre DUME en ligne ou fournir votre DUME en pièce libre au format .xml ;
- Joindre les documents complémentaires relatifs à la candidature si nécessaire et l'offre ;
- Après avoir accepté les conditions d'utilisation, cliquer sur « Valider ».

### 6.2 - Transmission électronique

Les soumissionnaires doivent répondre obligatoirement par voie électronique à la présente consultation, avant la date et heure limites fixées sur la page de garde du présent document. L'inscription sur la plateforme de dématérialisation est gratuite et nécessaire pour répondre par voie électronique aux consultations. Elle se fait à l'adresse suivante : [www.plateforme.alsacemarchespublics.eu](http://www.plateforme.alsacemarchespublics.eu)

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres. Vous trouverez des informations complémentaires relatives à la dématérialisation des procédures de passation et de l'exécution des marchés publics en annexe du présent règlement de la consultation (cf. fichier RC\_ANNEXE\_DEMAT). Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

**Ainsi, en cas d'oubli d'un document, veuillez effectuer un nouveau dépôt en joignant l'ensemble des pièces de votre offre.**

#### Copie de sauvegarde

Les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde uniquement sur support physique électronique (clé USB). Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des plis. L'enveloppe d'envoi doit comporter les mentions suivantes « COPIE DE SAUVEGARDE - l'intitulé de la consultation et le N° SIRET / dénomination du candidat ».

Ce pli devra parvenir à l'adresse ci-dessous avant la date et l'heure limites indiquées en page de garde du présent document :

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG  
Service des Achats et de la Commande Publique  
1 parc de l'Etoile  
67076 STRASBOURG CEDEX

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer. Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte en cas de défaillance du système informatique ou lorsqu'un virus est détecté dans le document électronique transmis par le candidat. Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par l'acheteur.

#### Formats de fichiers acceptés

Pour les documents exigés par l'acheteur, le format autorisé en réponse est : PDF à l'exclusion des documents de prix qui doivent être retournés au format d'origine. Le format PDF devra être issu d'une impression/enregistrement PDF et en aucun cas d'un scan.

Si l'opérateur économique souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par l'acheteur alors il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles » (ex. : PDF, DOCX, XLSX, DWG, JPG, AVI).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

#### Nommage des fichiers acceptés

Il vous est demandé de ne remettre uniquement les documents souhaités par l'acheteur (cf. article 5 du RC). De plus, chaque pièce donnera lieu à son propre fichier informatique. Il est vivement recommandé de ne pas fusionner tous les documents en un seul fichier.

Il est également préconisé d'intervenir le moins possible dans le nommage des pièces transmis à l'acheteur.

Les fichiers peuvent être nommés de la manière suivante :

[Numéro consultation]\_[Numéro du lot le cas échéant]\_[Type de document]\_[Nom opérateur économique ou mandataire].pdf

#### Exemple :

24VDS0001\_00\_AE\_DUPONT.pdf (AE = Acte d'engagement, 00 en l'absence de lot)

24VDS0001\_01\_BPU\_DUPONT.pdf (Bordereau des prix pour le lot 1)

En cas d'intervention sur le nommage, il est indispensable d'éviter l'utilisation des espaces, des accents et de caractères spéciaux. Il est donc souhaitable de remplacer l'espace par le tiret du bas «\_» et d'utiliser les MAJUSCULES.

#### Exigences relatives au certificat de signature

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS).

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- France : <https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>

- Autre État membre de l'Union Européenne : <http://euts1.3xasecurity.com/tools/>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du règlement eIDAS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Il est préconisé d'utiliser l'outil de signature de la plateforme pour nous permettre de vérifier rapidement la validité de la signature électronique (rubrique Outils de signature). Cet outil permet de générer des signatures aux 3 formats : XAdES, PAdES et CAdES. Il est conseillé de choisir le format PAdES (cf. information en annexe de ce document).



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

### 6.3 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## 7 - Examen des candidatures et des offres

### 7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 6 jours. En application de l'article R2161-4 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Pour l'ensemble des lots, les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
<b>1-Valeur technique</b>	<b>40.0</b>
<i>1.1-Dimensionnement détaillé des équipes</i>	<i>10.0</i>
<i>1.2-Management de proximité et dispositifs de contrôle interne</i>	<i>5.0</i>
<i>1.3-Techniques de nettoyage</i>	<i>5.0</i>
<i>1.4-Organisation proposée pour assurer la sécurité du site et la sécurité des personnes</i>	<i>10.0</i>
<i>1.5-Procédures de remplacement mises en œuvre</i>	<i>10.0</i>
<b>2-Prix des prestations</b>	<b>35.0</b>
<i>2.1-Prix du montant forfaitaire annuel des prestations courantes</i>	<i>30.0</i>
<i>2.2-Prix de la part à prix unitaires (prestations exceptionnelles)</i>	<i>5.0</i>

<b>3-Performances en matière de protection de l'environnement</b>	<b>15.0</b>
<i>3.1-Qualité environnementale des produits proposés</i>	<i>12.0</i>
<i>3.2-Techniques de nettoyage innovantes</i>	<i>2.0</i>
<i>3.3-Sensibilisation des agents aux questions environnementales dans le cadre de marché (formations, etc.)</i>	<i>1.0</i>
<b>4-Effort d'insertion professionnelle des publics en difficulté</b>	<b>10.0</b>

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100. La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat. La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

#### CRITERE : VALEUR TECHNIQUE

Pour apprécier le critère de la valeur technique, il sera tenu compte des réponses apportées par le candidat dans son mémoire technique, environnemental et social ainsi que dans son planning d'intervention. Le candidat détaillera le plus précisément possible tous les éléments qu'il jugera utile pour l'appréciation de son offre.

Seront analysés :

- Le dimensionnement détaillé des équipes (en précisant les qualifications et postes, ainsi que les plannings d'intervention) - 10 points
- Le management de proximité et les dispositifs de contrôle interne - 5 points
- Les techniques de nettoyage - 5 points
- L'organisation proposée pour assurer la sécurité du site (fermeture et remise sous alarme du site) ainsi que la sécurité des personnes - 10 points
- Les procédures de remplacement mises en œuvre - 10 points

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas d'absence de mémoire technique, environnemental et social, ou si ce dernier est vierge de toute information, **l'offre du candidat sera déclarée irrégulière.**

Si le mémoire est partiellement rempli ou en cas d'absence de planning d'intervention, **l'offre du candidat ne sera pas déclarée irrégulière, mais sera pénalisée** au niveau de la notation du critère « valeur technique ».

#### CRITERE : PRIX DES PRESTATIONS

Pour apprécier le critère du prix, il sera tenu compte des renseignements donnés par le candidat dans le bordereau des prix comprenant le bordereau de prix unitaire (BPU) et la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF).

Le critère Prix des prestations (35 %) sera analysé comme suit :

- les prestations de nettoyage courantes seront analysées sur la base du prix forfaitaire annuel renseigné dans la DPGF dont le montant est à reporter à l'acte d'engagement - 30 points
- les prestations de nettoyage exceptionnelles seront analysées sur la base de la somme des prix horaires unitaires indiqués dans le bordereau des prix - 5 points

Ce sous-critère sera analysé sur la base d'un prix simulé : les différentes positions du bordereau des prix seront additionnées après avoir été multipliées par les quantités estimatives non-contractuelles suivantes :

- pour le nettoyage exceptionnel, la quantité estimative non-contractuelle est de 1
- pour le nettoyage des surfaces vitrées, les estimatives mentionnées dans le BPU propre à chaque lot, sauf les lots 15 à 18.

Concernant les prix forfaitaires, en cas de discordance constatée dans une offre, le prix indiqué à l'acte d'engagement prévaudra sur celui porté sur la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). Le candidat sera invité à mettre la DPGF en cohérence avec le prix de l'acte d'engagement.

**Toute DPGF / BPU ou acte d'engagement manquant, incomplet, modifié, raturé ou vierge de toute information entraînera l'irrégularité de l'offre.**

#### CRITERE : PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

Pour apprécier le critère environnemental, il sera tenu compte des informations fournies par le candidat dans son mémoire technique, environnemental et social, ainsi que sur les fiches techniques et de données de sécurité des produits (datant de moins de trois ans).

Seront valorisés les éléments apportant des plus-values par rapport aux éléments indiqués au CCTP.

Seront analysés :

- **La qualité environnementale des produits proposés dans le cadre du marché - 12 points**
- **Les techniques de nettoyage innovantes permettant de limiter l'impact environnemental de la prestation - 2 points**
- **La sensibilisation des agents aux questions environnementales dans le cadre du marché (formations, etc.) - 1 point**

À cet égard, le candidat doit joindre les fiches de données de sécurité datant de moins de 3 ans. Si aucune pièce justificative n'est jointe, le candidat recevra la note zéro. Ces fiches doivent être récentes (minimum 2023).

Pour rappel : conformément à l'article 1.4.2 du CCTP, « *A minima 80 % des produits d'entretien seront certifiés ECOLABEL ou équivalent* ». Si un candidat ne présente pas a minima 80 % de produits d'entretien certifiés ECOLABEL ou équivalent, son offre sera déclarée irrégulière.

Les labels seront valorisés. En cas de fourniture d'un produit avec label équivalent, la preuve de l'équivalence devra être apportée par le candidat via un tableau comparatif présentant :

- D'une part, les conditions du label suggéré
- D'autre part, soit les conditions du label proposé, soit les caractéristiques techniques de l'offre.

*A défaut de présentation de ce tableau, ou si les éléments apportés ne sont pas probants, les propositions des candidats ne seront pas valorisées.*

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas d'absence de mémoire technique, environnemental et social, ou si celui-ci est vierge de toute information, **l'offre du candidat sera déclarée irrégulière.**

Si ce mémoire est partiellement complété, ou si les fiches techniques et de données de sécurité ne sont pas transmises, **l'offre du candidat ne sera pas déclarée irrégulière mais sera pénalisée** au niveau de la notation du critère « performance environnementale de l'offre ».

## CRITERE : EFFORT D'INSERTION PROFESSIONNELLE

Pour apprécier le critère d'insertion professionnelle des publics en difficultés, il sera tenu compte des informations fournies par le candidat dans son mémoire technique, environnemental et social.

Le candidat est invité à proposer un nombre d'heures d'insertion sociale et de formation supérieur ou égal au minimum imposé par la collectivité, ce nombre d'heures ne devra toutefois pas dépasser le nombre d'heure maximum prévu par le marché. En cas d'absence de réponse de la part du candidat, ce sera le nombre d'heures minimum qui sera retenu.

**Tout mémoire technique, environnemental et social manquant ou vierge de toute information entraînera l'irrégularité de l'offre. Si ce mémoire est incomplet, l'offre du candidat sera pénalisée au niveau du critère « effort d'insertion professionnelle ».**

### 7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique en cours de validité (datant de moins de 6 mois à la date d'attribution du marché). Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 6 jours. À défaut, le candidat classé immédiatement après sera sollicité pour produire les documents nécessaires à l'attribution du marché et visés à l'article R2144-7 dudit code.

## 8 - Renseignements complémentaires

### 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : [www.plateforme.alsacemarchespublics.eu](http://www.plateforme.alsacemarchespublics.eu)

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres. Il est donc important, pour pouvoir bénéficier de ces informations, que le candidat renseigne exhaustivement son profil sur la plateforme Alsace Marchés Publics et indique en particulier l'adresse e-mail à laquelle il souhaite être contacté.

### 8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :  
Tribunal Administratif de Strasbourg  
31 avenue de la Paix  
BP 51038  
67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23  
Télécopie : 03 88 36 44 66  
Courriel : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)

## 9 - Clause complémentaire : reprise du personnel (lots 02, 08, 09 et 16)

**Pour les lots 02, 08, 09 et 16 :** La liste des personnels est transmise avec le DCE afin de permettre aux candidats de prendre en compte l'obligation de reprise, prévue par les articles L 1223-1 et s. du Code du travail, ou le cas échéant par une convention collective, dans la formulation de leur offre. Le document intitulé « Liste reprise du personnel » est transmis à cet effet.

*Les autres lots de la consultation ne sont pas concernés.*